

SO WHAT?

POLICY BRIEF N° 18 • MAI 2022
www.chaireunesco-adm.com



Chaire UNESCO
Alimentations
du monde

La Chaire Unesco Alimentations du monde décloisonne les savoirs sur l'alimentation. La série **So What?** vise à traduire des résultats de recherche en conclusions lisibles pour l'action.

La stratification sociale des pratiques d'alimentation durable

Carla Altenburger, L'Institut Agro Montpellier, UMR Innovation et UMR IRISSE, Paris, France

POINTS CLÉS

- Les pratiques alimentaires durables, entendues ici comme l'achat de produits labellisés « biologique », « équitable » ou tenant compte de l'origine géographique, divisent la population française entre consommateurs et non-consommateurs de ces produits.
- L'ensemble des consommateurs enquêtés peuvent être répartis en quatre profils-types dont la comparaison montre que les pratiques alimentaires durables sont fortement structurées par la position sociale, le niveau scolaire, la situation vis-à-vis du travail et le sexe.
- En revanche, à caractéristiques socio-démographiques similaires, le revenu n'influence pas l'achat de produits labellisés (« biologique » ou « équitable »), tandis qu'il influe favorablement sur la prise en compte de l'origine géographique.

L'engouement récent pour l'alimentation durable et le développement de politiques publiques en sa faveur amènent à s'interroger sur les disparités sociales qui structurent cette consommation et les facteurs qui la déterminent. Des premiers indices permettant de répondre à cette interrogation peuvent être trouvés dans les études sur les acheteurs en circuits courts et les consommateurs de produits biologiques (Loisel *et al.*, 2014 ; Agence Bio, 2021), ainsi que dans les travaux sur les pratiques des ménages visant à protéger l'environnement (Ginsburger, 2020). Pour autant, à notre connaissance, aucune recherche n'a donné une vision globale de la structuration sociale des pratiques d'alimentation durable. En proposant une analyse originale des données de l'enquête Styles de vie et environnement (SVEN), cette note apporte des premiers résultats pour combler ce manque.

Aucune recherche n'a donné une vision globale de la structuration sociale des pratiques d'alimentation durable.

Des pratiques alimentaires durables à la fois clivantes et convergentes

Les pratiques alimentaires durables correspondent dans l'enquête SVEN à l'achat de produits labellisés « biologique », « équitable » ou tenant compte de l'origine géographique¹ : 51 % des individus déclarent tenir compte du label biologique dans leurs achats, 43 % du label équitable et 66 % de l'origine géographique des produits. Par ailleurs, on trouve une certaine convergence dans l'adoption de ces pratiques durables dans la mesure où la majorité des individus qui prennent en compte le label biologique lors de leurs achats prennent aussi en compte le label équitable et/ou l'origine géographique des produits,

1. Dans le questionnaire, les questions relatives aux critères d'achat ont été posées de la manière suivante : « En général, dans votre foyer, les critères suivants sont-ils pris en compte dans l'achat des produits alimentaires : Le label biologique / Le label équitable / L'origine géographique ? »

et réciproquement. Parmi les individus qui achètent des produits labellisés « biologique », 72 % achètent aussi des produits labellisés « équitable » et 86 % prennent en compte leur origine géographique. Enfin, 58 % de ceux qui tiennent compte de la provenance des produits alimentaires achètent aussi des produits équitables (Figure 1).

De manière plus fine, l'ensemble des consommateurs peuvent être divisés en quatre profils-types qui permettent de distinguer deux groupes de consommateurs d'alimentation durable et deux autres catégories regroupant les individus n'adoptant pas ces pratiques de consommation.

Deux profils bien distincts de consommateurs d'alimentation durable...

Parmi les individus adoptant des pratiques alimentaires durables, l'analyse fait émerger deux profils-types (Tableau 1).

Les « consommateurs urbains, aisés et diplômés »

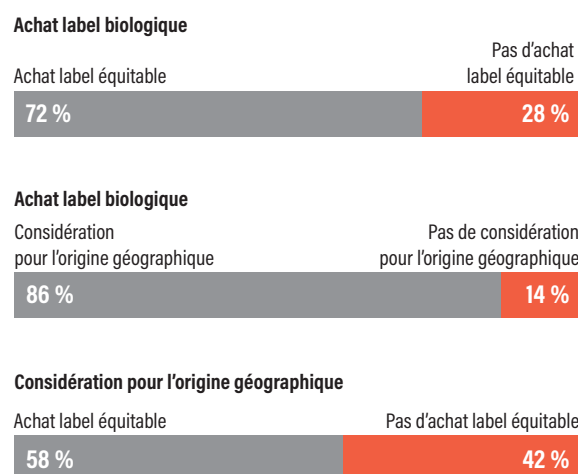
Ils rassemblent 14 % des consommateurs et se caractérisent par une forte attention portée aux labels « biologique » (81 %) et « équitable » (67 %), ainsi

MÉTHODOLOGIE

Les données de l'enquête Styles de vie et environnement (SVEN) ont été produites par le Centre de données socio-politiques (CDSP-Sciences Po/CNRS)¹ dans le cadre du panel Étude longitudinale par Internet pour les sciences sociales (ELIPSS), un panel Internet représentatif de la population âgée de 18 à 79 ans résidant en France métropolitaine. Les panélistes sélectionnés aléatoirement répondent tous les mois à des enquêtes à l'aide d'une tablette et d'un abonnement Internet mobile mis à leur disposition. L'échantillon est constitué de 2362 individus. Une analyse des correspondantes multiples (ACM) ainsi qu'une classification ascendante hiérarchique (CAH) ont été réalisées à partir de dix variables actives caractérisant les pratiques et les lieux d'achats alimentaires des individus et de huit variables socioéconomiques supplémentaires (catégorie socioprofessionnelle, niveau de diplôme, sexe, emploi, taille du foyer, lieu d'habitation, niveau de revenu et aisance financière). En complément, trois modèles de régression logistique ordinaire ont été effectués avec pour modalités d'intérêt les trois pratiques alimentaires durables (achat de produits biologiques, équitables ou tenant compte de l'origine géographique) et, comme variables explicatives, les caractéristiques socioéconomiques précédemment utilisées. Seule l'aisance financière a été retirée, étant trop fortement corrélée au revenu. L'analyse a été menée sur un échantillon pondéré.

1. Les données du panel ELIPSS ont été produites dans le cadre de l'équipement d'excellence DIME-SHS, financé par une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme Investissements d'avenir portant la référence ANR-10-EQPX-19-01. L'enquête annuelle permet de collecter et actualiser les informations démographiques et socioéconomiques. Plus d'informations sur le panel ELIPSS sont disponibles sur le site : <http://quanti.dime-shs.sciences-po.fr>

Figure 1. Liens entre les différentes pratiques alimentaires durables



Source : Panel ELIPSS, enquête Style de vie et environnement (SVEN) de 2017 - CDSP (producteur et diffuseur), (Ivalo D. Petev, 2017).

qu'à l'origine géographique des produits alimentaires achetés (89 %). Ils sont 45 % à fréquenter une à deux fois par semaine des producteurs locaux, magasins bio ou AMAP, 47 % à s'approvisionner sur les marchés une à deux fois par semaine et 50 % à acheter au moins deux fois par semaine des produits dans des commerces spécialisés (boulangers, bouchers, fromagers, maraîchers). Par ailleurs, ils fréquentent relativement peu les supermarchés et 34 % d'entre eux s'y rendent moins d'une fois par semaine. Ce profil est surtout investi par des individus issus de classes socioprofessionnelles (CSP) supérieures, fortement diplômés et possédant un niveau économique élevé. Ils vivent majoritairement seuls ou à deux (68 %) et, pour 17 % d'entre eux, vivent dans l'unité urbaine de Paris.

Les « femmes et retraités »

Ce sont les femmes et les retraités qui constituent le profil le plus important de consommateurs d'alimentation durable (représentant ensemble 36 % de l'échantillon total), avec une consommation encore plus élevée que les « cadres urbains et diplômés » de produits biologiques (84 %), équitables (74 %) et locaux (92 %). Ainsi, dans ce profil-type, 59 % sont des femmes et 28 % des retraités. Derrière ces variables se dessine la question du temps disponible et de l'évolution des pratiques alimentaires au cours de la vie (Barrey *et al.*, 2016). Contrairement au cas du premier profil, le niveau de ressources économiques disponibles n'est pas une variable distinctive, bien que le prix des produits achetés soit un critère important. Ces individus fréquentent aussi les magasins de producteurs, les magasins biologiques ou les AMAP une à deux fois par semaine (39 %), ainsi que les marchés alimentaires (50 %), mais ils se rendent également au supermarché à une fréquence hebdomadaire. Enfin,

Tableau 1. Caractéristiques principales des quatre profils de consommateurs

	« Les urbains, aisés et diplômés » (14 %)		« Les femmes et retraités » (36 %)		« Les exclus » (34 %)		« Les indifférents » (16 %)	
CSP	Cadres et professions intellectuelles supérieures	37 %			Ouvriers	18 %		
	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9 %						
Diplôme	Bac + 5 et plus	33 %			Aucun diplôme	8 %	Aucun diplôme	9 %
					BEP	11 %		
					Bac technologique / professionnel	14 %		
Travail			Retraités	28 %	En emploi	62 %	Chômeurs	9 %
Sexe			Femmes	59 %	Hommes	53 %		
Revenu	4 000 € / 6 000 €	25 %			1 000 € / 1 200 €	4 %		
	6 000 € et plus	16 %						
Aisance financière	Ça va	38 %	Ça va	33 %	Vous ne pouvez pas y arriver sans faire de dettes	6 %	Vous y arrivez difficilement	21 %
	Vous êtes plutôt à l'aise	24 %						
	Vous êtes vraiment à l'aise	4 %						
Taille foyer	1 personne	36 %			4 personnes	20 %	6 personnes et plus	4 %
	2 personnes	32 %						
Lieu d'habitation	Unité urbaine de Paris	17 %	Unité urbaine 100 000 / 199 000 habitants	8 %	Commune rurale	30 %	Unité urbaine de Paris	16 %

Source : Panel ELIPSS, enquête Style de vie et environnement (SVEN) de 2017 - CDSP (producteur et diffuseur), (Ivalo D. Petev, 2017).

Lecture : 37 % des consommateurs urbains, aisés et diplômés sont des cadres ou de professions intellectuelles supérieures.

Note : les cases ont été grisées lorsqu'il ne s'agit pas d'une caractéristique distinctive du profil-type.

ce profil se différencie du premier par le recours à une alimentation gratuite et autoproduite (69 %), facteur qui peut influencer le budget alimentaire.

... aux caractéristiques socioéconomiques différentes de celles des autres profils de consommateurs

Deux profils émergent également parmi les individus déclarant ne pas consommer durable. La comparaison de leurs caractéristiques socioéconomiques avec celles des profils précédents met en lumière l'importance des déterminants sociaux de cette consommation (Tableau 1).

Les « exclus »

Ce profil-type représente 34 % des individus qui ne tiennent pas compte des critères de durabilité lors de leurs achats alimentaires : 90 % d'entre eux ne prennent pas en compte le label biologique, 92 % le label équitable et 61 % l'origine géographique. La plupart privilégient le supermarché pour effectuer leurs achats : ils sont 75 % à s'y rendre une fois par semaine. La comparaison des caractéristiques de ce profil avec celles des consommateurs d'alimentation

durable montre l'effet de la position dans la structure sociale et du niveau scolaire. En effet, la proportion d'ouvriers y est importante (18 %), ainsi que d'individus ayant un faible niveau de diplôme. Il s'agit aussi en majorité d'hommes (53 %) en emploi (62 %), ce qui confirme le rôle du sexe et de la position dans le cycle de vie dans l'adoption des pratiques alimentaires durables. La situation financière de certains de ces consommateurs est difficile puisque 4 % d'entre eux gagnent entre 1 000 € et 1 200 € par mois et 6 % déclarent ne pas s'en sortir sans dettes. Enfin, ils vivent au sein de ménages de grande taille et plutôt en commune rurale (30 %).

Les « indifférents »

Enfin, 16 % des individus ne présentent pas de catégories distinctives au regard de leur consommation de produits durables. On peut les qualifier d'« indifférents ». La totalité des individus de ce groupe s'approvisionnent en supermarché et la moitié d'entre eux, en complément, dans des magasins spécialisés une à deux fois par semaine. Socialement, ils sont caractérisés, par rapport aux autres profils, par un plus faible niveau de diplôme et un pourcentage plus important de personnes sans emploi. Ils connaissent une situation économique difficile (21 % déclarent « y arriver

difficilement » financièrement). Ils vivent également dans des grands foyers et, dans une proportion similaire au premier profil-type, 16 % d'entre eux résident dans l'unité urbaine de Paris.

Un effet net du revenu variable selon la pratique

Au regard de la typologie précédente, le niveau de ressources économiques joue en partie sur l'adoption des pratiques alimentaires durables. Néanmoins, une analyse toutes choses égales par ailleurs permet de préciser l'effet net du revenu sur ces pratiques par rapport aux autres facteurs sociodémographiques (CSP, niveau de diplôme, sexe, situation vis-à-vis du travail, taille du foyer, lieu d'habitation). Elle montre que cet effet varie selon la pratique observée.

Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, une différence de revenu entre des individus socialement comparables n'a pas d'effet significatif sur la consommation de produits équitables ou biologiques. Seuls les très hauts revenus gagnant plus de 6 000 € par mois ont, significativement et toutes choses égales par ailleurs, plus de chance de consommer des produits biologiques que les personnes gagnant moins de 1 200 € par mois. En revanche, le revenu joue favorablement sur la prise en compte de l'origine géographique des produits achetés. À caractéristiques sociodémographiques équivalentes, les individus gagnant entre 2 000 € et 6 000 € par mois prennent significativement plus en compte la provenance des produits alimentaires achetés que les personnes ayant un revenu mensuel inférieur à 1 200 €. ■

CONCLUSIONS

L'analyse des données de l'enquête SVEN confirme les disparités sociales qui structurent la consommation d'aliments durables et révèle les facteurs qui la déterminent. Elle permet d'affirmer l'existence d'un lien entre les caractéristiques socio-démographiques et les pratiques alimentaires durables et de nuancer l'effet du revenu sur l'adoption de ces pratiques. Le manque de ressources économiques ou la tarification plus élevée des produits durables ne sont donc pas les seuls freins à l'achat, qui sont aussi d'ordre social. Dès lors, les politiques publiques en faveur d'une meilleure accessibilité économique de l'alimentation durable pourraient s'avérer insuffisantes pour garantir son accès à toutes et tous. Une enquête qualitative sur les pratiques et les lieux d'achat d'alimentation durable permettrait de préciser les barrières sociales qui peuvent compromettre son accès et d'identifier les leviers de politiques publiques pour y remédier.

Références

- Agence Bio, 2021. *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*. Paris : Spirit Insight et Agence Bio, 123 p.
- Barrey S., Dubuisson-Quellier S., Gojard S., Plessz M., 2016. Les effets du gouvernement sur les conduites : le rôle des bifurcations des trajectoires de vie dans les changements de conduite de consommation. Dans : Dubuisson-Quellier S. (éd.). *Gouverner les conduites*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 193-228.
- Ginsburger M., 2020. De la norme à la pratique écocitoyenne : position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté. *Revue française de sociologie*, 61(1), p. 43-78.
- Ivalo D. Petev, Yoann Demoli, équipe SVEN, équipe ELIPSS [auteurs], Styles de vie et environnement (2017) [fichier électronique], Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) [producteur], Centre de données socio-politiques (CDSP) [diffuseur], Version 1.
- Loisel J.-P., François M., Chiffolleau Y., Hérault-Fournier C., Sirieix L., Costa S., 2014. *La consommation alimentaire en circuits courts : enquête nationale*. Paris : Gret, 50 p.

Auteure

Carla Altenburger, doctorante en sociologie, L'Institut Agro Montpellier, UMR Innovation et UMR IRISSO, Paris, France